



**ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN**

# FÉDÉRATION SYNDICALE UNITAIRE

Enseignement, Education, Recherche, Culture, Formation, Insertion

**Section départementale du Tarn**

**Motion présentée lors du CTSD du 06/03/2018**

Le gouvernement accélère le rythme de ses réformes ou plus exactement de ses contre-réformes. Avec un cynisme sans faille, il applique à la lettre le programme de ses commanditaires de la grande finance afin de renforcer les profits des plus grands groupes privés et de briser tous les liens de solidarité collective pour imposer le cauchemar néolibéral fait d'individus « auto-entrepreneurs de leur vie » en concurrence permanente. Sauf pour les plus puissants bien sûr, bien à l'abri de leurs fortunes et de leurs lois.

La casse du Code du travail par ordonnances n'était que le prélude de même que les invraisemblables baisses d'impôts pour les plus riches.

Depuis, l'augmentation de la CSG pénalisant fortement les retraités, l'étranglement accéléré des hôpitaux publics, la mise en concurrence libre et non faussée des étudiants pour l'accès à l'université, l'apprentissage sous contrôle patronal direct ont confirmé la ligne et c'est aujourd'hui au tour des services publics au sens large d'être dans la mire.

Il s'agit bien sûr d'ouvrir des nouveaux champs de profits aux grandes entreprises privées mais aussi d'en finir avec un des piliers de la Nation française construit par l'intervention des travailleurs en 1936 et 1945 : SNCF et Fonction publique statutaire.

Cette guerre sociale est accompagnée d'un pilonnage idéologique de grande intensité de la part des médias aux mains et aux ordres de grands groupes privés premiers intéressés et premiers soutiens à cette politique. Aucun mensonge n'est de trop pour célébrer le « courage » du Président et pour stigmatiser les « gens de rien » se vautrant dans les « privilèges ». Inversant plus que jamais les significations au moyen d'une novlangue digne d'Orwell, le totalitarisme médiatique désormais bien en place vise à faire passer la démolition générale pour un progrès de la justice et de la modernité : fermer des hôpitaux « pour sauver la santé », fermer des classes « pour sauver l'Ecole », développer la précarité et les licenciements « pour sauver l'emploi », gonfler les dépenses d'armement et multiplier les interventions militaires « pour sauver la paix » ...

Toutefois, la réalité est plus forte que les discours qui la travestissent et le ras-le-bol monte dans le monde du travail écrasé par une poignée de financiers. De fait, les luttes se multiplient depuis le début de l'année : grèves dans le privé contre les suppressions d'emplois ou pour des augmentations de salaires, grèves dans les départements contre les fermetures de classes et d'école notamment en milieu rural, grèves dans les EHPAD, actions des retraités, grève dans les trois Fonctions publiques le 22 mars et grève qui s'annonce chez les cheminots contre les projets du gouvernement...

Nul doute que le printemps social sera social ou ne sera pas.

Cette année, nous avons reçu dans un premier temps des documents sans vos propositions. Suite à la demande conjointe FSU-FO, nous nous retrouvons avec des propositions réalisées vraisemblablement par Microsoft qui proposent une fermeture dans toutes les écoles n'atteignant pas votre seuil après fermeture et une ouverture dans celles qui dépassent ce plafond. Ce doit être le résultat du protocole signé entre notre Ministère et l'entreprise de Bill Gates.

Dans d'autres départements de l'académie, ce sont bien les propositions de l'administration qui sont fournies aux représentant.es des personnels. Ces documents sont fournis sous format modifiable, afin de faciliter le travail des commissaires paritaires que nous sommes. Qu'est-ce qui empêche madame la DASEN du Tarn de faire de même ? Comment devons nous prendre ce refus, quant à cela vous rajoutez sur ces documents des écrits les rendant inexploitable par des logiciels transformant les PDF en version modifiable ? Comment parler de dialogue social apaisé dans ces conditions ?

Pour la rentrée prochaine, les prévisions d'effectifs élèves pour le Tarn sont en légère baisse d'après les chiffres du Ministère (-86 élèves). Avec une dotation de 3 postes supplémentaires pour cette carte scolaire de rentrée et 15 CP à dédoubler en REP, le calcul est simple : la situation va clairement se dégrader. La mesure phare du Ministre Blanquer va donc être mise en place avec des moyens constants. Pour le SNUipp-FSU 81, il est inacceptable que les postes des uns financent des mesures démagogiques et dispendieuses pour les autres. Dans les documents de travail, seulement 8 postes sont prévus pour ce dédoublement. Madame la Directrice Académique, devons nous craindre des suppressions de PDMQDC ou des manipulations d'effectifs sur les écoles en REP pour combler les postes restant?

Les politiques d'austérité menées par les gouvernements successifs continuent de mettre à mal le Service Public d'Education. La dotation du Tarn reste toujours largement insuffisante. Les seuils ne sont pas fixés en fonction de critères pédagogiques mais en fonction des moyens votés au budget de l'Etat. Le SNUipp-FSU continue de dénoncer ces seuils beaucoup trop élevés.

A la rentrée prochaine, ce sont 18 écoles ou RPI qui dépasseront ou atteindront les seuils limites de capacité d'accueil que vous avez fixés, ou s'en rapprocheront, souvent à un ou deux élèves près :

- Sont concernées les écoles Nougaro, Rayssac, Lapeyrouse, Fieu, Saint Exupéry à Albi, Blaye les Mines, l'école Roulandou à Castres, l'école de Crins à Graulhet, Giroussens, Grazac, l'école élémentaire des Clauzades à Lavaur, Le Bez, Marssac sur Tarn, l'école de La Sigoure à Montredon-Labessonnié, Teulat et Villefranche d'Albigeois ;
- Est concerné aussi le RPI de Mezens / Roquemaure.

Dans cette instance, nous voterons contre les fermetures de classes que vous proposez. Pour le SNUipp-FSU 81, il est inacceptable de fermer des classes dans les écoles où les situations d'apprentissages de nos élèves sont bonnes au prétexte qu'il faut en ouvrir là où ces conditions sont dégradées. Ce sont de réels moyens humains dont le système éducatif a besoin. Les conditions de travail des PE et d'apprentissages de nos élèves sont idéales dans les écoles que vous avez ciblé à la fermeture... Un comble ! Depuis des années, les politiques éducatives françaises, sous couvert de réduction de la dette, déshabillent les uns pour habiller les autres, et toutes et tous nous nous retrouvons toujours plus courts vêtus, va-t-on toutes et tous finir en club de nudistes ! Pour la FSU, Mieux de Services Publics, c'est Plus de Services Publics !

Ce mardi 6 mars, de nombreuses écoles sont mobilisées à l'initiative du SNUipp-FSU 81, rejoint par la CGT éducation, le SNUDI-FO et SUD éducation. Collègues, parents, élus, employé.es municipaux sont venus exprimer leur colère et leur ras-le-bol de ces politiques éducatives qui dégradent notre service public d'éducation. De vrais moyens pour notre école publique et de façon équitable sur tout le territoire, c'est ce qu'ils viendront à 10 heures revendiquer sous vos fenêtres.

La lutte contre les inégalités scolaires, intrinsèquement liées aux inégalités sociales, doit être un des objectifs assignés au système éducatif. Rappelons que ces inégalités ne touchent pas que les écoles de REP/REP+, comme le sous-entend la mise en place des CP à 12. Les écoles des villes d'Albi et de Castres ne font plus partie des zones d'éducation prioritaire depuis la rentrée 2015. Les quartiers de Cantepau à Albi et de Laden à Castres font partie des 30 quartiers les plus pauvres de France (dans ces deux quartiers, le taux de pauvreté est de 60% selon l'INSEE). Nous vous demandons, Madame la DASEN, Monsieur le préfet, d'intervenir auprès du Ministère de l'Education Nationale afin d'obtenir le classement en REP ou REP + des écoles et des collèges oubliés en 2015 alors qu'ils relèvent des critères de l'éducation prioritaire. Dans l'attente de ce classement, nous vous demandons d'appliquer dès cette carte scolaire toutes les mesures propres aux REP pour ces écoles en obtenant des moyens supplémentaires auprès du Ministère de l'Education Nationale. Le SNUipp-FSU 81 a relayé cette demande auprès de la Rectrice et du Ministre de l'Education Nationale, ainsi qu'à la presse.

La situation des remplacements concernant l'année scolaire 2017-2018 a été très correcte jusqu'au mois de janvier. Loin de minimiser le travail des agents administratifs en charge de la gestion du remplacement, nous pensons que l'amélioration des remplacements en ce début d'année scolaire est surtout due au sur-nombre en personnel qu'a connu notre département. Les 18 personnels concernés par ce sur-nombre ont permis une amélioration temporaire du remplacement dont nous nous félicitons. Pour rappel, le SNUipp-FSU 81 demande depuis de nombreuses années la création de 20 postes de remplaçants pour les congés maladie ordinaires... Ce surnombre étant absorbé depuis janvier, nous avons toutes et tous constaté.es de nouvelles difficultés dans nos écoles pour être remplacé.es lorsque nous sommes malades. Malgré la création de 2 postes de remplaçants à la rentrée prochaine, la situation ne risque guère de s'améliorer.

Pour faire face à cette problématique, la solution choisie chaque année par notre administration est le recrutement de contractuels non formés. Cette situation est inacceptable. Le SNUipp-FSU s'est d'ailleurs adressé à la rectrice, comme chaque année, pour demander l'allongement significatif de la liste d'attente complémentaire du CRPE pour pouvoir, tout au long de l'année, recruter des personnels bénéficiant alors du concours.

La situation des ULIS école est toujours aussi préoccupante. Dès la rentrée, les effectifs seront déjà surchargés dans la majorité des dispositifs du département :

- 2 ULIS avec 13 élèves alors que les textes les limitent à 12 ;
- 12 ULIS avec 12 élèves ;
- 2 ULIS avec 11 élèves ;
- 2 ULIS avec moins de 10 élèves.

Nous vous avons interpellé lors des dernières instances à ce sujet et nous actons positivement la création d'un dispositif sur l'école de La Viscose à Albi. Ce dispositif va permettre de faire diminuer les effectifs des ULIS de la ville d'Albi, mais la situation sur d'autres secteurs va être très tendues : Gaillac/Saint Sulpice, Castres, Mazamet/Aussillon, Lavaur/Puylaurens.

Nationalement, 100 postes restent à attribuer pour l'ouverture d'Ulis-école. La création du dispositif de La Viscose s'inscrit-il dans cette dotation ou ponctionnez-vous sur des fermetures de poste ?

Enfin, nous notons que ces élèves ne sont toujours pas pris en compte dans les prévisions d'effectifs que vous reprenez pour calculer le P/E des écoles. Il en est de même pour les élèves de moins de 3 ans et les enfants du voyage, présents sur l'école mais ne comptant pas dans le P/E lors des opérations de carte scolaire. C'est environ 500 élèves qui disparaissent lors des opérations de carte scolaire. Le SNUipp-FSU demande de comptabiliser dès ce CTSD/CDEN ces élèves dans les opérations de carte scolaire !

Les enseignant-es exigent une réelle reconnaissance, qui passe par des conditions de travail et d'enseignement améliorées et par une augmentation significative des salaires.

Pour le SNUipp-FSU des conditions décentes de travail pour les PE et d'apprentissage pour les élèves nécessitent des écoles ne dépassant pas 25 élèves de moyenne par classe et 20 en REP, dans les quartiers difficiles, les petites écoles à 2/3 classes et les écoles de montagne ou en rural isolé. Elles nécessitent aussi que les enseignant-es soient remplacé.es dans leur classe, que les directeur.trices bénéficient de plus de temps pour effectuer leurs missions sur les écoles, que les enseignants puissent partir massivement en formation continue, que les élèves en difficultés puissent être accompagnés par les enseignant-es des RASED.

La taille des classes est un des leviers de la réussite scolaire, les études sont formelles et le gouvernement en est conscient puisqu'il a décidé de dédoubler les CP en REP+. Nous réclamons donc un effort sur l'ensemble des classes du pays car, d'après la recherche, la taille des classes a des influences sur les conditions de travail des enseignants et la réussite des élèves. Elle permet plus aisément le travail sur le langage dès la maternelle et jusqu'au cycle 3, le travail de groupes, les manipulations et le suivi de chaque élève.

Pour redonner espoir aux familles, élèves et enseignant-es de ce département en leur donnant des conditions décentes de travail et d'apprentissage, voici les écoles dans lesquelles il faut ouvrir une classe supplémentaire pour la rentrée prochaine : *voir l'annexe à cette déclaration*

**Les moyens nécessaires à une vraie refondation de l'école dans le Tarn, nous les avons chiffrés :**

- **118 postes** pour qu'aucune école n'ait une **moyenne supérieure ou égale à 25 élèves par classe et 20 en REP**, dans les quartiers difficiles qui ne sont plus reconnus en éducation prioritaire, en zone montagne ainsi que les petites structures (écoles de 2 et 3 classes) ;
- **38 postes RASED** pour reconstituer 18 antennes RASED complètes avec 1 maître G, 2 maîtres E et 1 psychologue scolaire ;
- **30 postes de remplaçant-es** pour reconstituer une brigade de remplacement formation continue, soit 2% du nombre d'enseignantEs total du département ;
- **20 postes de remplaçant-es** pour qu'il n'y ait plus de classe non remplacée pendant plusieurs jours et d'enfants scolarisés dans des classes à plus de 35, voire 40 élèves quand il faut accueillir les élèves des collègues non remplacé-es ;
- **75 postes** pour revenir à un taux de scolarisation de 50 % des **enfants de moins de 3 ans** ;
- **50 postes** pour les **décharges de direction** (décharge complète à partir de 10 classes, demi-décharge de D6 à D9, quart de décharge de D2 à D5 et demi-journée de décharge pour les D1) ;
- **50 postes** comme 1ère étape de la mise en place du « **Plus de maîtres que de classe** » **version SNUipp-FSU**, qui n'a rien avoir avec la posologie homéopathique de notre ancienne Ministre, pour aller vers, à terme, 250 postes correspondant à 1 maître supplémentaire pour 5 classes ; au lieu d'aller vers sa destruction.

**Pour une vraie refondation de l'École,  
le SNUipp-FSU Tarn demande  
la création de 381 postes**

Les hommes et les femmes politiques au pouvoir ne changent pas et le projet politique reste le même pour l'éducation : reproduire les élites et diminuer les dépenses.

Aussi, au vu de tous ces éléments, nous vous invitons, Madame la DASEN, à co-signer un courrier adressé au Ministère pour réclamer de réels moyens pour l'école tarnaise.



**ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN**